ÉLECTIONS LÉGISLATIVES - 9ME CIRCONSCRIPTION

SCRUTIN DU 12 MARS 1978

Robert BOULIN



R. P. R., Candidat



Suppléant

Gérard CÉSAR

CANDIDATS DE LA MAJORITE PRESIDENTIELLE

Electrices et Electeurs de la 9ème Circonscription.

Voici un constat, une analyse, une espérance.

Je les ai voulus lucides, chiffrés et précis.

EN 20 ANS LE REVENU MOYEN DES FRANÇAIS A ETE MULTIPLIE PAR 2.

Par rapport à tous les pays d'Europe, la France est en tête depuis 1960 avec une croissance en volume de plus de 5% par an, contre 4,4% en Italie, 3,8% en Allemagne, 2,5% en Grande-Bretagne.

En 1958, la France formait 49.000 bacheliers par an : elle en forme aujourd'hui 200.000. Il y avait, en 1958, 200.000 étudiants dans l'enseignement supérieur ; il y en a aujourd'hui 1 million. En 1958, il y avait 128 km d'autoroute ; il y en aujourd'hui 4 764 km.

Depuis la naissance de la Vème République, la France a créé 2 500 000 emplois nouveaux, c'est-à-dire beaucoup plus qu'elle n'en avait créés depuis le début du siècle. Le minimum vieillesse qui était de 14,40 F par jour en 1974 est aujourd'hui de 30 F par jour. Le S.M.I.C. horaire est passé de 5,60 F en 1974 à 10,06 F aujourd'hui, soit 80% d'augmentation, soit 1 743 Francs par mois et il progressera encore de 12% en 1978.

Les retraites entre 1974 et 1977 ont été revalorisées de 58% ; le complément familial porté à 340 F par mois et le revenu minimum familial porté à 1 536 F pour un enfant, plus 384 F par enfant supplémentaire.

Certes, beaucoup reste à faire, mais **la transformation de ce pays depuis 20 ans, grâce à la stabilité politique a été spectaculaire** et aucun de nos partenaires européens n'en doute.

LA CRISE

L'opposition dit : la crise actuelle est la faute du Gouvernement. C'est là une présentation démagogique des choses.

Nous vivons une crise internationale générale comme nous n'en avions pas connu depuis 1930, provenant du relèvement du prix du pétrole et des matières premières, et de la concurrence des pays sous-développés.

Cette crise secoue l'Europe entière et la situation de nos partenaires est la suivante :

La France a aujourd'hui environ 1 000 000 de demandeurs d'emploi, la République Fédérale Allemande 1 100 000, l'Italie 1 111 000, la Grande-Bretagne 1 518 000.

C'est la France qui, avec 3%, **a l'activité la plus forte** contre 2,5% en Allemagne et en Hollande, 0% en Grande-Bretagne, -2,5% en Italie.

Certes, nous sommes dans la difficulté internationale et nous le serons encore en 1978, mais l'effort de redressement est entrepris et notre pays a parfaitement la capacité de s'en sortir s'il est assuré de la stabilité politique.

LE PROGRAMME COMMUN, C'EST LA RUINE DE LA FRANCE.

Lisez le Programme commun, édité par le Parti socialiste. Vous y verrez :

Sciences Po / fonds CEVIPOF

— EXPROPRIATION FORCEE

« La Collectivité locale s'assurera la maîtrise des sols... par une politique foncière, permettant l'appropriation des terrains nécessaires » (Programme commun, p. 21)

En agriculture, il est créé des offices fonciers cantonaux ou départementaux, gérés démocratiquement, qui auront priorité pour tout achat de terre à utilisation agricole (Programme commun, p. 56).

Par ailleurs, le marché commun agricole sera remis entièrement en cause (Programme commun, p. 57).

— 40% D'AUGMENTATION DES CHARGES SOCIALES - BLOCAGE DES PRIX

Pour les petits commerçants et artisans, l'augmentation des charges sociales, S.M.I.C., Allocations Familiales, retraites vieillesse, aboutira à une surcharge estimée par Monsieur BOULLOCHE à 113 Milliards de Francs, soit 40% d'augmentation des charges sociales, tandis que les prix, selon le même programme commun seront bloqués. (rapport BOULLOCHE, page 6).

— NATIONALISATION DE L'ENSEIGNEMENT LIBRE

L'enseignement libre sera nationalisé (Programme commun, p. 28), les parents pouvant faire donner à leurs enfants « en dehors des locaux scolaires et **sans le concours des fonds publics,** l'éducation religieuse de leur choix ».

C'est l'école libre pour les riches.

ET AUSSI

— Pour les professions libérales, suppression des retraites complémentaires et intégration dans le régime général (Programme commun, p. 18, 19).

— Pour l'entreprise, l'auto-financement sera limité (Programme commun, p. 63).

— DIMINUTION DES POUVOIRS DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Les institutions elles-mêmes sont remises en cause par la modification de la Constitution, et les pouvoirs du Président de la République. Il est proposé de modifier l'article 20 et l'article 16 de la Constitution (Programme commun p. 70), le Président de la République étant chargé d'inaugurer les chrysanthèmes.

A la vérité, **ces promesses démagogiques aboutiraient à la ruine de l'économie française à bref délai et à la perte irrémédiable de nos libertés.**

LA MAJORITE: UN PROGRAMME HONNETE, UNE ATTITUDE OUVERTE.

Face à cela, le programme que nous vous proposons est un programme honnête et réaliste qui ne dissimule pas les difficultés dans lesquelles se trouve la France encore pour plusieurs mois, mais pour lesquelles un effort de redressement est entrepris et commence à faire sentir ses premiers résultats.

Soucieux d'adapter notre société moderne aux évolutions nécessaires, **j'ai proposé que la majorité actuelle soit élargie,** que soit pratiquée l'ouverture et que la politique de demain s'adapte aux changements et aux transformations nécessaires dans notre pays.

Nous sommes pour l'indépendance nationale, mais dans le cadre **d'une Europe** que nous devons construire avec ardeur. Nous avons choisi le progrès et l'expansion dans la liberté et la libre entreprise. Nous voulons que s'exprime la solidarité des Européens.

Il faut que soient maintenues nos institutions, ce qui implique le soutien à l'action du Président de la République garant de nos libertés. Pour cela, il faut décentraliser une administration trop lourde et trop tatillonne, supprimer les tracasseries administratives et leur formalisme.

- organiser, comme je l'ai fait par la loi du 29 décembre 1977, des rapports confiants entre l'Etat et le redevable,
- organiser la pause et non l'augmentation des charges sociales et fiscales,
- libérer progressivement les prix pour augmenter les fonds propres des entreprises et leur redonner la capacité d'investir,
- poursuivre l'effort de modernisation et d'équipement de nos entreprises agricoles et, en particulier, conserver la structure familiale,
- améliorer le sort des plus modestes, vieux, handicapés, famille, S.M.I.C., mais dans une progression raisonnable, compatible avec nos capacités financières,
- donner une vie plus qualitative, respectant l'environnement et la nature,
- favoriser l'activité, l'innovation, l'investissement en relançant notre économie, seul moyen de réduire le chômage et favoriser par des aides financières l'emploi des jeunes,
- revaloriser le monde rural en maintenant les jeunes à la terre,
- poursuivre ardemment une politique de la jeunesse, de l'emploi, de la formation et du travail manuel,
- indemniser équitablement les rapatriés.

La bataille pour la France est engagée dans le sens de plus de justice sociale, plus de solidarité pour la paix contre la violence.

L'équipe solidaire, compétente et dévouée, BOULIN-CESAR, est seule capable de répondre à vos désirs.

Votez en masse pour eux dès le Premier tour.

Vive l'arrondissement de Libourne et vive la France.

Robert BOULIN - Gérard CESAR

Jung Libourne

Sciences Po / fonds CEVIPOF